

SESSION ORDINAIRE DE L'APW D'ALGER

Examen du budget primitif 2010

5 000 logements à caractère social seront distribués durant le premier semestre 2010, a déclaré, jeudi, Mohamed Kebir Addou, wali d'Alger, en marge de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger.

Les bénéficiaires seront les sinistrés vivant dans des chalets, les habitants des immeubles menaçant ruine, ceux des quartiers précaires et les citoyens habitant des terrasses d'immeubles, et autres demandeurs de logements. Pour les projets de logements sociaux participatifs dans différentes communes, le wali assurait jeudi : «Nous n'avons pas de retard, tous les projets ont été lancés. Dans ce même contexte, le problème de bidonvilles sera réglé.» Selon lui, la solution aurait été trouvée en implantant des projets à Boumerdès et Blida.

Lors de cette session, qui porte sur l'étude et approbation du budget primitif 2010, et

l'étude du dossier de défalcation de 36 hectares de terres agricoles, l'enveloppe allouée au développement local de la wilaya est estimée à 25 milliards, dont 11 destinés à l'investissement. Le dossier de défalcation des terres agricoles relevant du domaine public, examiné lors de cette rencontre, prévoit la réalisation de 35 projets, selon le directeur de l'agriculture, Labidi Hamdaoui. Le logement s'y taillera la part du lion avec un programme de 800 logements LSP, et 400 autres locatifs participatifs. A cela s'ajoutent plusieurs infrastructures sanitaires, dont un hôpital à Chéraga. Le P/APW qui a présidé cette session a insisté

sur l'importance d'adopter une politique claire dans la bonne gouvernance des budgets consacrés à ces projets. Rebondissant sur la question liée à l'aménagement des routes et voirie, le wali d'Alger soutiendra : «Je n'ai pas entendu parler d'une seule commune n'ayant bénéficié de ce genre de projet.» Actuellement, le problème qui se poserait serait celui de la gestion et de la mauvaise répartition des budgets. Implicitement, le wali accuserait presque les P/APC d'être démissionnaires dans la gestion des problèmes des citoyens. «Il faut qu'il y ait des solutions et des réponses concrètes de la part des P/APC», argue-t-il.

Concernant le blocage enregistré dans certaines communes à l'image d'El-Merdja, Baraki ou Dely Ibrahim,

le wali assure que le problème est résolu pour cette dernière, et reste en cours de résolution pour le reste des communes. Le lancement de projets de parkings a lui été bloqué, explique le wali. «Nous avons dû arrêter les avis d'appels d'offres pour infructuosité des propositions», ajoutant que les offres dépassent le seuil fixé par la wilaya.

Alors que plusieurs familles se retrouvent expulsées, notamment à Rouiba et aux Eucalyptus, le wali affirme : «Il n'y a pas de familles expulsées, se trouvant à la rue.» Citant le cas des Eucalyptus, Mohamed-El-Kebir Addou expliquera qu'il s'agit d'une décision rendue par le tribunal et validée par la Cour suprême et qu'il faudrait, par conséquent, la respecter. Et d'ajouter : «La justice fait son travail et il doit être exécuté.»

Wassila.Z

TRAFIC DE DROGUE À ORAN

La cour d'assises condamne 16 personnes à vingt ans de prison ferme

Le tribunal criminel d'Oran a traité, ce jeudi, l'une des plus compliquées affaires de drogue inscrites dans le programme de la session criminelle en cours, impliquant près de 25 accusés, dont 2 en état de fuite (y compris le fournisseur principal de ce réseau en drogue, un certain Hassan Chema de nationalité marocaine).

En effet, pas moins d'une vingtaine d'accusés, défendus par vingt-sept avocats, ont défilé lors de cette audience devant le prétoire. L'audience, précise notre source, n'a été clôturée qu'à une heure tardive jeudi soir, aux environs de 22h.

Selon l'arrêt de renvoi, l'arrestation des accusés présentés ce jeudi devant la cours d'assises, pour importation, détention et commercialisation de drogue a commencé suite à la filature et l'arrestation, le 7 juin 2008, au niveau de la zone est de la ville d'Oran, d'un repris de justice notoirement connu pour ses activités de narcotrafiquant. Cet accusé, précise les enquêteurs relevant de la brigade antistupéfiants qui a pris en charge cette affaire, faisait objet d'un mandat d'arrêt lors de son arrestation. Il était condamné à 20 ans de prison ferme par contumace pour une autre affaire de drogue. Cet individu a été surpris en possession de 70 millions de centimes (le montant d'une transaction de kif effectuée quelque temps

avant son arrestation). Il était à bord d'un véhicule conduit par une tierce personne, accusée dans cette affaire pour complicité. L'on apprend qu'il a été découvert au niveau du domicile dudit accusé, après perquisition, 27 kg de kif emballés. Les même services de police estiment que 25 kg de kif auraient été vendus avant l'arrestation.

L'enquête qui a été ouverte suite à l'arrestation de ce narcotrafiquant a conduit à l'arrestation du reste des accusés, parmi lesquels figurait une jeune femme, une entraîneuse originaire de Sidi-Bel-Abbès et exerçant au niveau des cabarets de la corniche oranaise. Durant l'audience, des avocats de la défense ont déclaré non valables les déclarations de l'accusé principal, partant du fait que beaucoup de

personnes parmi celles citées par ce dernier comme étant ses clients étaient en détention lors des transactions, tels certains patrons de bars-cabarets installés au centre-ville et sur la corniche oranaise.

En somme, les accusés étaient unanimes, en défilant devant le tribunal, à nier leurs déclarations faites à la police judiciaire et au juge instructeur, en justifiant qu'ils étaient sous pression. Le représentant du ministère public, lors de son intervention, a requis la perpétuité contre l'ensemble des accusés, vu la gravité des faits qui leur sont reprochés.

Après délibérations, la cours d'assises a décidé l'acquittement de sept personnes, condamnant par la même occasion les autres à 20 ans de réclusion criminelle

Ben Aziz

USURPATION DE FONCTION

Arrestation d'une pseudo-avocate au tribunal

Une jeune femme nommée, la trentaine, se faisant passer pour une avocate, a été interpellée ce jeudi au niveau du tribunal d'Oran par les éléments chargés de la sécurité. Selon des avocats exerçant au niveau de ladite institution,

c'est grâce au procureur général qui, après vérification de l'inscription de la jeune femme au niveau du bâtonnat d'Oran, que fut découverte sa véritable identité. Elle aurait, selon nos interlocuteurs avocats, exercé durant trois mois au

niveau du tribunal d'Oran, sans qu'elle ne soit repérée. D'après des sources concordantes, cette pseudo-avocate a été placée ce week-end sous mandat de dépôt pour usurpation de fonction.

B. A.

AMAR GHOUL EN VISITE À MILA

Inauguration du 1^{er} tronçon autoroutier réalisé par Cojaal

Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, était en visite à Mila, jeudi dernier, où il a eu à inaugurer le premier tronçon autoroutier d'une longueur de 22 km, dont 17 d'autoroute, reliant Chelghoum Laïd à Tadjenanet, sur un tracé total de 53 km traversant la wilaya d'est en ouest. A signaler que ce tronçon est le premier

ouvert à la circulation de tout le projet Est, d'une consistance de 399 km, détenu par le consortium japonais Cojal. Un grand soulagement, en fait, pour les usagers de cette partie de la RN5, appelée le tronçon de la mort, pour avoir enregistré des centaines d'accidents mortels. Le ministre a, dans la foulée, inauguré

symboliquement le contournement de la ville de Tadjenanet ainsi que le dédoublement de la RN5, reliant ladite ville aux limites de la wilaya de Sétif, le chemin de wilaya n°48 reliant la commune de M'chira aux frontières de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, sur 11 km, ouvrages déjà ouverts à la circulation depuis quelque temps, et également

deux maisons cantonnières, toujours à Tadjenanet et M'chira. Bien qu'enregistrant un peu de retard par rapport aux délais impartis, cette infrastructure de base de grande envergure, qu'est l'autoroute Est-Ouest, commence vraiment à prendre forme au grand bonheur de tous.

A. M'haimoud

OUM-EL-BOUAGHI

L'ex-directeur de la BNA écroulé

Le procureur près le tribunal d'Oum-El-Bouaghi a ordonné la détention provisoire de l'ex-directeur de l'agence BNA d'Oum-El-Bouaghi. Les faits remontent au début de l'année en cours, lorsque l'un des clients, constatant la disparition de son compte d'une somme d'argent importante, déposa plainte. La brigade d'enquêteurs dépêchée par la direction régionale de Constantine découvre un détournement de l'ordre 25 000 000 DA, la section économique des services de sécurité chargée de l'enquête confirme les faits qui ont touché un total de 14 victimes (entre importateurs et entrepreneurs) domiciliées au niveau de la BNA.

L'ex-directeur mis en cause a été installé à la tête de cette agence en 2006 et démis de ses fonctions au mois de février dernier pour faux en écriture comptable et détournement de fonds. A noter qu'un responsable de cette même agence a écopé, en 2008, d'une année de prison ferme assortie d'une amende de 10 000 DA. Les griefs qui ont été retenus contre l'indélicat responsable sont l'utilisation des fonds publics à des fins personnelles. Cette malversation en écriture comptable a causé un préjudice financier de plus 15 millions de dinars.

AÏN-M'LILA

Un faussaire sous mandat de dépôt

Le juge d'instruction près le tribunal de Aïn-M'lila, située à 60 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, a ordonné la détention d'un homme âgé de 42 ans.

Les faits remontent à la semaine écoulée lorsque les membres d'une famille résidant à Aïn-Kercha se présentèrent au niveau de la police judiciaire de cette localité pour dénoncer leur fils qui aurait retiré une somme d'argent importante du compte de sa défunte mère. L'auteur de l'infraction, selon la plainte, aurait falsifié une pièce d'identité portant une photo d'une personne autre que celle de sa mère ainsi qu'une fiche individuelle, ce qui lui a permis de retirer une somme avoisinant les 3 millions de dinars. Les services de sécurité chargés de l'enquête, et après investigations au niveau de la banque CPA domiciliatrice, confirmèrent la véracité des faits et présentèrent le mis en cause devant le juge d'instruction. L'inculpé reconnaît les faits qui lui sont reprochés et a été incarcéré pour usurpation et falsification de pièce d'identité, et détournement de fonds appartenant à autrui.

AÏN-BEÏDA

Les robinets d'un quartier à sec depuis plus d'une année

Les habitants du quartier mitoyen au boulevard Harkat vivent une situation des plus inconfortables ; les plaignants ont remis une lettre à notre journal dans laquelle ils dénoncent les services des eaux pour leur silence après plusieurs doléances de ces habitants qui vivent le calvaire depuis plus d'une année.

Ces habitants, dont l'eau n'a pas coulé depuis longtemps dans leurs robinets sont approvisionnés en eau, d'une qualité douteuse, par des citernes, selon leur représentant, M. Saâdane. Ils comptent saisir le chef de l'exécutif de la wilaya.

Moussa Chtatha